Catherine Spieser (dir.), *L'emploi en temps de crise. Trajectoires individuelles, négociations collectives et action publique*

Rueil-Malmaison, Éditions Liaisons, coll. « Liaisons sociales », 2013

Bernard Gazier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6273>

DOI : 10.4000/travailemloi.6273

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2014

Pagination : 139-140

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Bernard Gazier, « Catherine Spieser (dir.), *L'emploi en temps de crise. Trajectoires individuelles, négociations collectives et action publique* », *Travail et Emploi* [En ligne], 137 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6273> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.6273>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Catherine Spieser (dir.), *L'emploi en temps de crise. Trajectoires individuelles, négociations collectives et action publique*

Rueil-Malmaison, Éditions Liaisons, coll. « Liaisons sociales », 2013

Bernard Gazier

RÉFÉRENCE

Catherine Spieser (dir.), *L'emploi en temps de crise. Trajectoires individuelles, négociations collectives et action publique*, Rueil-Malmaison, Éditions Liaisons, coll. « Liaisons sociales », 2013, 265 p.

- 1 Les onze contributions de cet ouvrage collectif dirigé par Catherine Spieser ont été écrites par des chercheurs du Centre d'études de l'emploi (CEE). Combinant analyses statistiques et enquêtes qualitatives, articulant des points de vue économique, sociologique, juridique et de sciences politiques, le livre présente un tableau très riche de la crise de l'emploi en France et en Europe et des réactions et politiques qu'elle a suscitées. Compte tenu des délais de production et de mise à disposition des données, la période couverte va le plus souvent jusqu'en 2010, mais s'étend parfois jusqu'en 2012.
- 2 Le recueil est composé de trois parties, précédées d'une préface par Jean-Louis Dayan, directeur du CEE, et d'une introduction par Catherine Spieser. La première partie, intitulée « L'état de la crise », propose deux analyses statistiques, l'une consacrée aux trajectoires d'emploi en France (Véronique Simonnet, Danièle Trancart et Élisabeth Danzin) et l'autre à l'évolution de la qualité du travail en Europe (Thomas Amossé et Ekaterina Kalugina). Elles encadrent deux contributions plus focalisées, l'une effectuant une comparaison entre l'Allemagne et la France à propos du chômage des femmes et des hommes (Anne Eydoux), et l'autre consacrée aux attitudes des jeunes en formation

se destinant au secteur bancaire (François Sarfati et Nadège Vezinat). La seconde partie, « La bataille de l'emploi », rassemble trois textes dont les deux premiers étudient en détail deux expériences de restructurations industrielles, emblématiques l'une d'un contre-exemple (Molex, analyse d'Anne Bory et Alexandra Oeser) et l'autre d'une réussite au moins provisoire (Bosch Vénissieux, analyse d'Annette Jobert et Marie Meixner). Le dernier texte, signé par Catherine Spieser, reprend la comparaison France-Allemagne et s'intéresse à la manière dont les ajustements de l'emploi ont été négociés (ou non) dans ces deux pays. La dernière partie, « Action publique et instruments de gestion de la crise », s'ouvre sur deux analyses du chômage partiel en France (Oana Calavrezo et Richard Duhautois), puis en France et en Italie (Raphaël Dalmasso). La perspective comparative internationale s'étend à l'Europe, voire à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), dans la contribution de Christine Erhel et Charlotte Levionnois qui examinent les transformations des politiques de l'emploi durant les premières années de la crise. Le dernier texte propose un autre type de prise de recul, temporel cette fois : il examine, dans le cas de la France, et d'un point de vue juridique et sociologique, les transformations qui ont affecté sur quarante ans les réformes du contrat de travail et ses modalités de rupture (Raphaël Dalmasso, Bernard Gomel et Évelyne Serverin).

- 3 Quand on évoque une crise de l'ampleur de celle qui a commencé en 2007, le premier réflexe est de supposer une dégradation forte et généralisée de la situation économique de tous les acteurs, conduisant à des réactions de relance et de solidarité. Le principal apport de ce livre est de mettre en évidence des phénomènes bien plus complexes et différenciés, et souvent pris dans des tendances beaucoup plus longues, en ce qui concerne l'emploi en France et en Europe.
- 4 Les résultats inattendus sont nombreux, et présents dans chaque partie, voire dans chaque contribution. En voici quelques-uns : l'égalité ironique des taux de chômage des femmes et des hommes, qui découle du fait que c'est d'abord l'emploi masculin qui souffre ; l'amélioration paradoxale de la qualité de l'emploi en Europe au début de la crise, principalement parce que ce sont les emplois les plus précaires qui sont d'abord détruits ; les difficultés des reconversions professionnelles durant la crise, qui renvoient à des processus bien plus anciens que celle-ci ; les effets ambigus du chômage partiel qui, certes, protège les salariés mais qui contribue souvent, dans un second temps, à aménager des licenciements simplement différés ; les inflexions des politiques publiques de l'emploi qui, modestes et temporaires, ne modifient pas une tendance à la flexibilisation déjà bien amorcée. Le livre montre ainsi qu'au-delà des chocs financiers, des reculs et stagnations économiques, la crise est un processus de différenciation souvent violent et assez opaque, qui agit comme un révélateur, de forces aussi bien que de faiblesses auparavant établies, et parfois comme un accélérateur de décompositions ou de réformes.
- 5 Ce tableau, finalement très sombre, n'est du reste pas complet en dépit de sa richesse : il y manque, par exemple, une analyse des emplois précaires, notamment du dérapage des contrats à durée déterminée (CDD) en France : de 70 % des entrées en emploi en 2007, ces derniers en ont représenté 80 % en 2009, sans que le taux baisse depuis, la plupart étant de très courte durée. D'autre part, il aurait été possible et utile de « cadrer » sur le plan macroéconomique l'évolution divergente des produits intérieurs bruts (PIB) des pays de la zone euro, afin de situer les transformations du marché du travail au sein des déterminants de la croissance et de la stagnation.

- 6 Par construction, le livre rencontre deux limites. La première est qu'il ne peut considérer que la première partie de la crise, et ne peut donc apprécier les séquences qui, on l'espère dans un futur pas trop éloigné, devraient permettre de voir le redémarrage de la croissance, qu'elle demeure ralentie ou non. D'autre part, il interroge les faits et les politiques beaucoup plus qu'il ne suggère de pistes de sortie ou même de gestion de l'emploi dans la crise. Dans la mesure où les contributions associent des économistes de tendances diverses, la tendance dominante qui se dégage du recueil est celle d'une critique des espoirs mis dans les stratégies et comportements de flexibilisation, sans toutefois qu'une voie alternative soit vraiment esquissée au-delà d'un éloge des pratiques de négociations collectives lorsqu'elles permettent de sécuriser l'emploi au prix de flexibilisations en interne.
- 7 Il s'agit ainsi d'un ouvrage maïeutique, renvoyant le lecteur à ses propres certitudes ou incertitudes, mais à partir d'une base remarquable d'informations et d'analyses. Échantillon exemplaire de ce que produit le Centre d'études de l'emploi, le livre est une contribution de première main et de premier ordre à un véritable débat sur l'emploi qui peine à s'instaurer en France.
-

AUTEURS

BERNARD GAZIER

Université Paris-1